

Soutien à la secrétaire générale de la CGT

Communiqué de la CGT Finances Publiques

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex • www.financespubliques.cgt.fr • dgfip@cgt.fr t : 01.55.82.80.80 •

Suivez-nous sur facebook ou Instagram : [@cgt_finances_publiques](https://www.facebook.com/cgt_finances_publiques) [@cgt_finances_publiques](https://www.instagram.com/cgt_finances_publiques) f : [@cgt_finances_publiques](https://www.facebook.com/cgt_finances_publiques) (CGTFinancesPubliques)

La CGT Finances Publiques a appris, comme toute la CGT, avec effarement la mise en examen de sa Secrétaire générale, Mme Sophie Binet, faisant suite à une plainte pour injures publiques déposée par l'association "Mouvement des entreprises de taille humaine indépendantes et de croissance", présidée par Mme Sophie de Menthon. RTL est également mis en examen en tant que diffuseur des propos.

La CGT Finances Publiques dénonce cette attaque d'un degré inédit puisqu'elle vise directement la Secrétaire générale d'une des plus grandes organisations syndicales du pays. Empêcher un syndicat de dénoncer les pratiques patronales c'est l'empêcher de jouer son rôle et porter directement atteinte aux libertés syndicales. Cette tentative manifeste de judiciariser **la critique sociale et de détourner le débat public** illustre une nouvelle fois la volonté de certains lobbys patronaux au service des plus riches pour **faire taire les voix qui dérangent**.

La liberté syndicale est une liberté fondamentale, indispensable au fonctionnement démocratique. Chercher à en entraver l'exercice constitue une atteinte grave à un droit essentiel, protecteur de l'ensemble du monde du travail.

La CGT Finances Publiques apporte tout son soutien à Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Nous sommes déterminées à ne pas laisser la CGT être bâillonnée pour que toute la CGT puisse librement assumer son mandat : défendre les droits collectifs, dénoncer les abus patronaux et porter une ambition de justice sociale. Plus que jamais, les libertés syndicales doivent être protégées et renforcées, car elles demeurent un pilier indispensable de la démocratie et du progrès social.

La CGT Finances Publiques ne se taira pas !

Elle soutient avec force la secrétaire générale de la CGT et tous les militant·es et militant·es qui sont et pourraient être entravé·es dans leurs libertés syndicales !

